



## **COMMUNIQUE de l'UD CGT 84**

### **ACTION du 7 FEVRIER 2006**

Aujourd'hui, les organisations syndicales de salariés CGT, CFDT, FO, L'UNSA, La FSU, mais aussi l'UNEF(étudiants),l'UNL(Lycéens) ont mené une action unitaire qui a débouché sur de nombreux arrêts de travail dans le privé et le public sur le département.

La manifestation Unitaire dans les rues d'Avignon a permis à **4500** jeunes et salariés de porter une exigence commune : **le retrait pur et simple du CPE, en un mot stopper la mort programmé du CDI.**

**Pour la CGT, le 7 février est une réelle réussite en terme de mobilisation, même si effectivement cette journée a été marquée par une réelle diversité d'engagement suivant les secteurs professionnels. Ce qui en ce sens ouvre des perspectives pour parvenir à un élargissement des luttes dans l'avenir.**

**Les médias se font déjà l'écho qu'il ne s'agit pas du « raz de marée » espéré contre le CPE. Chacun a pu mesurer que le niveau d'engagement lors de ce premier rendez vous revendicatif sur cette question a été de bonne tenue. Mais dès à présent, Il s'agit de créer les conditions pour parvenir à un prolongement de cette action unitaire du 7 février, en déterminant les modalités d'action appropriées avec les salariés et cela partout dans les entreprises comme dans les territoires.**

Les 20 organisations de jeunes réunies au siège de la CGT avaient décidé de tout mettre en œuvre pour la réussite des manifestations du 7 février pour le retrait du Contrat Première Embauche.

Elles ont également décidé de **se réunir à nouveau, au siège de la CGT le 8 février pour proposer des suites à cette mobilisation.**

C'est pourquoi la Commission Exécutive confédérale estime important de faire un point approfondi avec les organisations de la Cgt sur nos responsabilités dans la période.

Dans ce sens elle a décidé de **convoquer une réunion de toutes les fédérations et union départementales et de leurs responsables jeunes pour le 9 février à Montreuil.**

Le gouvernement joue une espèce de va-tout sur la question du contrat première embauche. Il tente de prendre tout le monde de court à ce sujet pour, sitôt le CPE voté, s'attaquer au contrat de travail (réforme annoncée pour juin) et plus généralement au code du travail. Son objectif est de « faire bouger les lignes du modèle social français».

Le Premier ministre procède au pas de charge, au mépris aussi bien des organisations syndicales que de la représentations nationale. Il intervient presque chaque jour pour justifier son projet et décourager les mobilisations. Ce n'est pas une preuve de force mais de faiblesse.

En quelques jours, les organisations de jeunes ont réussi à **obtenir un appel unitaire des syndicats de salariés pour les manifestations du 7 février**. Celles-ci sont également soutenues par la FCPE, la Confédération syndicale des familles et l'ensemble des organisations de gauche.

Tout démontre qu'une partie importante se joue pour l'avenir du droit social, de l'emploi et des revendications : **parvenir à faire céder le gouvernement sur ce point peut ouvrir des perspectives sur tous les autres sujets revendicatifs**.

Nous avons à déployer à la fois une démarche de mobilisation, de rassemblement et de syndicalisation notamment parmi les jeunes salariés, puis à déterminer les suites à donner à la situation revendicative actuelle.

Avignon, le 7 février 18h 00